

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?435-le-mouvement-tunisien-est>



Le mouvement tunisien est politique et social

- Nos textes - Entretiens -



Date de mise en ligne : vendredi 28 janvier 2011

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°17 « Les soulèvements arabes face au vide occidental - l'exemple tunisien », première partie.

Elle est en vente pour 2Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est également possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette - SoulevementsArabesPremierePartie-3-2.jpg&taille=100&1621969952

La brochure est constituée des documents suivants :

- [« Introduction générale »](#)
 - [« Chronologie du soulèvement tunisien »](#)
 - « Des révolutionnaires contre toutes les barbaries », synthèse de nos entretiens, ci-dessous
 - [« La lutte en classe »](#)
 - [« Jeunesse en lutte, jeunesse en fuite »](#)
 - [Quatrième de couverture](#)
-

Ces brochures n°17 & 17bis ont donné lieu à [une réunion publique dont le compte-rendu est ici](#)

Entretien à deux voix de camarades militants tunisiens.

Propos recueillis le 26 janvier 2011 par le Collectif Lieux Communs.

Ce texte est disponible en [russe](#), en [allemand](#), en [anglais \(tronqué\)](#) et en [arabe](#).

[Le second entretien du 4 février est disponible ici](#)

https://www.collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=plugins-dist/medias/privé/vignettes/doc.svg&taille=64&1643812580

Le monde entier vient d'assister au premier renversement, qu'on ne croyait plus possible, d'un régime arabe caricaturalement autocratique et corrompu. Malgré le mécontentement latent et des soulèvements ponctuels de ces dernières années, l'insurrection a surpris tout le monde, y compris les gens les plus au contact des réalités sociales. Pourquoi ? Et comment qualifieriez-vous ces événements ?

- L'insurrection a été imprévue par tout le monde, pratiquement, même si elle n'est pas une surprise pour beaucoup, dont nous.

- Pour caractériser exactement ce qui s'est passé, nous disons qu'il s'agit d'un soulèvement populaire : ce n'est pas une révolution dans le sens traditionnel c'est -à-dire strict et plein du terme. Ce qui s'est passé est comparable aux intifadas, aux soulèvements, aux révoltes qui se sont déroulées dans les territoires occupés dans les années 90 du siècle passé. C'est donc un mouvement populaire qui vise la démocratie, les libertés fondamentales et la satisfaction de revendications sociale : les dimensions politiques et sociales sont imbriquées, enchevêtrées.

On peut dire que la situation était mûre pour ce soubresaut, ce soulèvement, surtout depuis les événements de la région des mines de phosphate en 2008, autour de Gafsa. Les ingrédients étaient donc déjà en place et le jeune de Sidi Bouzid qui s'est immolé le 17 décembre, c'est l'étincelle qui a mis le feu à l'ensemble de la situation. Nous pensons que c'est ainsi qu'on doit caractériser ce qui s'est passé. Ce n'est donc pas une révolution dans le sens d'un mouvement politique qui permet à une force sociale particulière, une classe sociale à une ou plusieurs formations politique de prendre le pouvoir. Ça c'est une interprétation qu'il faut éviter absolument et qui délimite bien le cadre général de l'analyse.

Ce soulèvement était essentiellement dirigé contre une dictature personnifiée et constituait une mobilisation essentiellement anti-autoritaire. La fuite de Ben Ali le 14 janvier ne règle évidemment pas tous les problèmes de la société tunisienne : Pensez-vous que la situation pourrait déboucher sur une révolution telle que vous la définissez ?

- Ce sont les gauchistes qui pensent comme ça... Ils disent qu'il faut insister, qu'on doit continuer la mouvement jusqu'à la victoire finale - avec des accents qui rappellent celle des bolcheviques... Et c'est ce qu'ils sont en train de faire maintenant. Mais ce n'est pas une révolution : c'est un soulèvement populaire qui a débouché sur des acquis : l'éviction du grand dictateur et de sa famille, la découverte du niveau de corruption qui a caractérisé le pouvoir tunisien, des luttes au sein des entreprises pour évincer les responsables corrompus. Il y a donc un mouvement général de conquête de liberté qui ne se limite pas à la liberté de former des partis, la liberté de la presse, etc. mais qui s'étend jusqu'à la liberté même au sein des entreprises, des administrations, etc. Tout le monde maintenant s'est libéré de ce blocage qui a été imposé par la dictature et a été entretenu depuis maintenant 54 ans - parce qu'il ne s'agit pas que de l'ère Ben Ali, c'est-à-dire le parti unique aux commandes, l'Etat-parti qui surplombe tout, etc... Le propre du régime de Ben Ali, ses caractéristiques singulières, c'est que la corruption y avait dépassé les limites de l'imaginable.
- Surtout, il ne faut pas commettre l'erreur que les gens ici commettent facilement. Il ne faut jamais, à notre sens, dresser une muraille de Chine entre le régime de Ben Ali issu du coup d'Etat du 7 novembre 1987 et le régime issu de l'indépendance politique de la Tunisie en 1956. Il n'y a pas vraiment de rupture : il y a une continuité. En bref, le régime du parti unique instauré par l'élite destourienne dont le symbole politique était le président Bourghuiba a fait le lit, s'est prolongé à travers un régime policier. C'est-à-dire plus clairement, ça a consisté en la consolidation et le renforcement du dispositif et des appareils de répression. Donc entre les deux régimes, avant et après le 7 novembre 87, il y a une continuité. Le mouvement populaire actuel vise à détruire les handicaps qui peuvent se formuler comme, en gros, un silence politique imposé par le régime destourien depuis 1956, jusqu'au 14 janvier 2011. A notre sens, c'est la méthodologie à suivre pour comprendre ce qui vient de se passer.

Le régime est tombé mais depuis longtemps, c'est tout l'appareil étatique, politique et administratif qui a été infesté par les cadres du RCD, qui sont toujours en place, sans parler des nombreuses entreprises qui appartenaient directement au clan Ben Ali. Que se passe-t-il aujourd'hui dans ces lieux particulièrement ?

- D'abord il faut savoir que les avoirs, les biens de la famille, du clan Ben Ali représentent 40 % du PIB de la Tunisie et 60% du budget national. En l'espace d'une dizaine d'années, ils ont tout accaparé, toutes les branches essentielles et lucratives de l'économie tunisienne : Aéroport, grandes entreprise, GSM, téléphonie, bâtiment, etc. Avant les employés avaient peur, d'autant plus qu'elles étaient la propriété du sommet de l'Etat : Il

y avait donc une peur accentuée, redoublée par rapport à celle du reste de la population. Après la chute de Ben Ali et de sa famille, ces entreprises ont été mises sous la tutelle juridique, et à l'intérieur on assiste à des luttes, des mouvements de contestation, actuellement.

Justement, la peur et la dépression qui dominent actuellement le monde entier ont été spectaculairement vaincues un peu partout en Tunisie. La parole se libère aujourd'hui, comme cela est arrivé en France pour la dernière fois en Mai 68 : Que se dit-il ? Quelles sont aujourd'hui les aspirations actuelles du peuple tunisien ? Comment les gens envisagent-ils l'avenir ?

- Tout dépend de la période. Au début, dans les deux ou trois jours après la chute, il était surtout question de la corruption, et des partis politiques et des individus qui allaient prendre en charge la situation, prendre le pouvoir. Maintenant, les gens s'interrogent sur la poursuite du mouvement. Des gens disent : puisque le gouvernement est toujours en place, quatre ministres font partie de l'ancien régime, il faut que les manifestations continuent, jusqu'à leur départ. D'autres pensent que derrière ce mouvement il y a des partis qui sont en train d'usurper le mouvement pour leurs intérêts propres et ils se questionnent à propos du nombre étrangement important de formations politiques, se demandent quand est-ce qu'ils se sont constitués, etc. D'ailleurs pour eux c'est une découverte : c'est la première fois qu'ils entendent parler d'organisations politiques. Il s'est alors avéré que la population ne connaissait pas ces formations politiques, ni aucune, d'ailleurs : pour eux c'était les deux ou trois qui étaient au pouvoir, point. Par exemple, certains veulent que la vie normale reprenne, que rouvrent les lycées, les écoles primaires, ils craignent l'avenir. Il y a en a qui craignent que l'armée prenne les choses en main si le mouvement se poursuit.

De toutes façons, quelles que soient les divergences, les gens sont d'accord sur une chose : on a chassé un dictateur, une famille corrompue, un régime totalitaire, c'est le mouvement de s'exprimer et il ne faut plus avoir peur. Et c'est le plus important. Les petites divergences sur l'appréciation de la situation actuelle, ça peut se comprendre. Mais de toutes façon, tout le monde est d'accord : fini la peur, fini la répression, fini le parti unique, le reste est secondaire.

- Dès les premiers jours après la fuite du dictateur, le pouvoir en place - qui n'a guère changé - a joué la carte de la peur. Il y a des couches de la petite bourgeoisie ou en général des classes moyennes qui veulent avec insistance qu'on revienne à la normale : Il faut que l'appareil productif reprenne ses activités, que nos enfants retournent à leurs classes, etc. et que donc tout ça doit finir le plus tôt possible. De l'autre côté, il y a ce qui se passe : les marches, les manifestations, les revendications, qui sont quotidiennes.

Il y a donc deux composantes : le mouvement populaire spontané qui veut faire valoir leurs droits et leurs revendications. De l'autre côté, il y a les formations politiques petites bourgeoises qui veulent confisquer et récupérer le mouvement, pour servir leurs intérêts privés et on pourrait dire sectaires - car c'est vraiment un comportement sectaire.

Avant d'aborder les petites manoeuvres politiques, quelques questions sur le processus insurrectionnel. Vous connaissez la France et l'émiettement social qui la ravage : il y a en Tunisie comme dans tous les pays qui n'ont pas été complètement ravagés par le repli sur soi, l'égoïsme et l'indifférence, une vie sociale dense et un peuple vivant et réactif digne de ce nom : en quoi cela a joué dans le mouvement ? Quels sont les réflexes populaires maintenus qui ont aidé à l'insurrection ?

- Bien sûr ça a joué. Ces relations ont joué dans les petites villes et les villages, parce plus la ville est grande, moins il y a de relations, plus elles sont lâches. Dans les patelins, les gens se connaissent, tous. C'est la même chose en France, dans les milieux ruraux. C'est donc toute une conception de l'urbanisme qui est à méditer et à revoir, tout un aménagement du territoire. C'est un sujet énorme mais capital dans le projet d'une société authentiquement démocratique. C'est donc les rapports de voisinages, les liens familiaux, les connaissances

qui ont joué, il n'y a pas de spécificité culturelle qui ferait qu'on serait héréditairement conçu pour faire des révolutions... D'ailleurs, on disait que les tunisiens étaient un peuple de peureux : il s'est avéré que c'était absolument faux. Ils ont affrontés une répression avec un courage exemplaire.

L'absence totale de leaders lors de l'insurrection puis la mise en place de comités de quartiers et la grande défiance de la population vis-à-vis des bureaucraties politiques ne rendent-elles pas la situation favorable à la propagation de vos idées et pratiques de démocratie directe ?

- Ce qui est paradoxal c'est que les staliniens d'ici appellent les gens, dans leurs tracts, à se constituer en conseils populaires : c'est complètement en contradiction avec leurs discours et leur idéologie. Ce sont des loups : ils peuvent aider à ce que se constitue de tels comités, mais pour se les accaparer ensuite à leur profit : on l'a déjà vu dans l'histoire... Mais de toutes façons, ils n'ont pas la possibilité de la faire, ni la clairvoyance nécessaire. En tous cas, d'ici un mois, les choses vont les clarifier : l'idée centrale qui émane de la population, c'est que ce soulèvement est le nôtre et on ne veut pas qu'il soit récupéré par les partis. Déjà c'est un acquis important. Quant à la récupération, tout le monde est contre, qu'elle vienne du pouvoir ou des opposants. Pour nous, ces positions vont dans le sens d'une démocratie directe, en tous cas, ce sont les prémisses. Nous allons continuer à oeuvrer en ce sens en tous cas.

Justement quelles perspectives vous donnez-vous aujourd'hui ? Le soulèvement commencé à la mi-décembre ouvre effectivement une période d'incertitude, et d'opportunités : où en sont la population d'un côté et les bureaucraties politiques de l'autre ? Pensez-vous que l'insurrection est finie ou n'est-elle qu'un commencement ?

- Il y a plusieurs manières de voir les choses, c'est une question de jugement politique. Pour nous, nous assistons pratiquement à la fin du mouvement, du moins sur le plan général, national - c'est différent dans les régions. Il y a donc deux façons de voir les choses. Il y a d'abord celle des gauchistes, les nationalistes arabes et tous les soit-disant opposants - il y a aujourd'hui 26 formations politiques ! Pour eux, il faut continuer le mouvement jusqu'à la fin pour s'accaparer le pouvoir. Pour nous, c'est du grand n'importe quoi. Ce qu'on peut faire maintenant, c'est continuer la révolution mais pas sous les formes de manifestations, d'émeutes, etc, mais sous la forme de luttes partout où c'est possible, dans les entreprises, dans les administrations, etc. Donc, en fin de compte, ce qu'elle a donné cette « révolution », c'est que les gens n'ont plus peur de s'exprimer, et non pas seulement dans les journaux, sur internet, mais surtout sur les lieux de travail, là où ils sont. Il n'y a plus de peur. Donc sur ce plan-là, on a dépassé un stade, on a fait un saut qualitatif sur le plan politique. Mais il ne faut pas avoir l'illusion que le mouvement va continuer dans le sens d'une révolution sociale avec prise de pouvoir : c'est de l'aventurisme, de l'infantilisme et c'est ce qui est en train de se passer maintenant, sous la pression des mouvements staliniens, nationalistes arabes, baasistes, etc. parce pour eux c'est une occasion qui ne va pas se représenter dans l'avenir, donc ils profitent de l'occasion pour pousser les jeunes, tenter de mobiliser les masses, et les instrumentaliser à cette fin. Mais nous pensons que cela va déboucher sur des résultats contraires à leurs intentions...

Comme en France les « responsables politiques » ne visent qu'à faire partie de l'oligarchie , des dominants, qui n'agissent plus que pour leurs propres intérêts. Pensez-vous que le soulèvement puisse donner naissance à des structures populaires autonomes avant que les cliques politiciennes ne confisquent les affaires du peuple ?

- La récupération a déjà commencé. Nous assistons à une récupération opérée non seulement par les forces traditionnelles mais aussi par les formations de l'opposition - plus exactement ils veulent carrément avoir leur part du gâteau, du butin. C'est ce processus-là qui se déroule actuellement sous nos yeux. En ce qui concerne la conquête de la liberté, c'est le seul acquis véritable, dans la mesure où tout le monde s'exprime librement, sans rien craindre, de telle sorte que la principale artère de Tunis, l'avenue Bourguiba, est devenue un énorme espace de discussion : on y voit partout des gens qui discutent, qui débattent ou qui manifestent... Il y a des

manifestations toutes les deux-trois heures, maintenant. C'est donc un mouvement démocratique, dans la mesure où même la satisfaction des revendications sociales font partie des droits démocratiques. Il y a donc des manifestations devant les administrations, les sociétés, les sièges de compagnie, il y a des pétitions, des occupations de locaux, des lieux de travail, pour exiger la satisfaction de revendications qui datent d'une vingtaine d'années. C'est un peu comparable à des grèves sauvages, c'est en tout cas les prémises de grèves sauvages.

D'autre part, un autre acquis, c'est la constitution de comités de quartiers. Ces structures-là sont totalement spontanées. Devant tout le monde et officiellement, elles ont été constituées pour épauler les forces de l'ordre, pour le maintien de l'ordre : cela c'est la terminologie officielle. En fait, dans la pratique, ces comités ont permis à la fois d'assurer une sécurité et une auto-défense - notamment contre les fauteurs de troubles à la solde du régime Ben Ali - mais ils ont aussi et surtout permis aux gens de décompresser, de se défouler, de discuter, toutes les nuits et ont ainsi, de fait, bravé le couvre-feu gouvernemental. Et puis cela confirme la tendance générale qu'on peut résumer ainsi : dès que les masses commencent à prendre leur destinées en main, à réfléchir, elles constituent des structures, des comités, des conseils, des soviets - qu'importent les dénominations - des chouras comme en Iran. Et ça s'est passé partout : lors des grèves en 1946 an Caire, en Iran en 1978 et actuellement en Tunisie. Ce qui constitue un pas supplémentaire vers le pouvoir populaire et les soviets - entendus au sens d'organes politiques autonomes ou encore de démocratie directe. Il faut absolument souligner cette dimension-là.

Précisément, cette formation de groupe de défense dans les quartiers contre les pillards et les milices de Ben Ali n'ont qu'une fonction d'auto-défense aujourd'hui. Pourraient-ils vraiment constituer les germes d'une démocratie directe face aux pouvoirs oligarchiques qui ne manqueront pas de sortir des prochaines élections ? Quel peut être leur avenir si la sécurité se rétabli ?

- En fait, les comités de quartier sont finis, pratiquement. Les militaires nous ont dit : regagner vos maison, on a plus besoin de vous, vous avez joué un rôle pendant une période, finito... Mais on a noué des relations avec les voisins. Avant les gens ne se disaient même plus bonjour - surtout dans les grandes villes. Ils font connaissance, maintenant, ils discutent, se connaissent : il y a un mouvement d'entraide, de soutien mutuel, qui n'existait pas avant. On a même nourri les soldats lors de la fraternisation, avec les couscous, la chorba, etc.

Il n'y a donc plus d'auto-organisation populaire parallèlement à la rupture profonde entre le peuple et les bureaucraties politiques tunisiennes. Ne craignez-vous pas que , comme en France, cela se transforme finalement en un refus viscéral de toute organisation, voire de tout discours un peu général ?

- Non. Les gens ne sont pas contre le principe de l'organisation : ils s'organisent tout seuls, eux-mêmes. Ils disent : qui sont ces gens-là qui viennent nous parler à la télévision, nous donner des leçons, nous parler de révolution ? Tout le monde ici est devenu révolutionnaire : on a pas besoin de révolutionnaires professionnels. C'est vraiment ça. Quand les gens disent : on ne veut pas de parti, qu'est-ce que c'est que tout ces partis et ces gens nouveaux tous les jours qui viennent nous parler avec leurs lunettes à la télévision pour confisquer notre révolution ? Les gens sont contre tous ces partis et c'est un acquis ! Les gens veulent contrôler eux-mêmes leur avenir.

Il y a eu cette fraternisation, ces discussions, qui sont l'essence même du processus insurrectionnel, mais les divisions et inégalités au sein de la société tunisienne sont très importantes : entre classes sociales, entre hommes et femmes, entre régions pauvres et les autres, entre quartiers populaires ou bourgeois, entre milieux urbains ou rural...

- Bien sûr. Par exemple, pour reprendre les questions brûlantes, il y a toujours ces régions de l'intérieur du pays qui se sentent toujours un peu délaissées par rapport aux régions côtières et c'est normal car la bourgeoisie ne veut pas investir dans ces régions peu rentables en terme de profit. Il y a donc de forts déséquilibres régionaux.

La réponse des gauchistes est qu'il faut investir, créer des entreprises, développer les régions : c'est une réponse essentiellement productiviste. L'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) prépare un programme dont l'unique objectif est de générer une croissance économique. Ce serait la solution, pour eux. Comme au temps de la collectivisation, l'UGTT se considère comme un parti qui collabore à la gestion du pays. Notre conception est tout à fait différente : il faudrait revoir les choix technologiques, agricoles, sociaux, etc. Il faudrait un système basé sur l'entraide : ce n'est pas parce qu'une région produit beaucoup qu'elle doit tout s'accaparer. Il faut redistribuer pour que tout le monde profite des richesses nationales. On demande donc une distribution équitable entre individus mais aussi entre régions. Par exemple Sidi Bouzid, la ville d'où tout est parti, produit 17% des fruits et légumes de Tunisie et pourtant même les gens de là-bas n'en profitent pas.

Alors il y a ces injustices énormes qui demeurent et en même temps un mouvement profond qui traverse toute la société et tout le pays. Quelles sont les revendications qui sont avancées précisément, dans toutes ces luttes ?

- Les revendications sont multiples. Il y a en Tunisie beaucoup d'ouvriers qui n'ont pas de statut, des journaliers, mal payés. Et c'est ainsi dans la plupart des branches, les PME font beaucoup de sous-traitance pour les grandes entreprises européennes. Donc les conditions de travail sont vraiment lamentables. On a par exemple cette loi d'avril 1972, instauré par Hedi N. l'ancien premier ministre de l'époque, qui permet aux entreprises étrangères d'ouvrir des boîtes ici avec exemption d'impôts pendant 5 ans avec une production destinée à l'exportation. Elles bénéficient pratiquement de la protection de l'état, de la gratuité des infrastructures de bases, par exemple, sous couvert de lutte contre le chômage - et il n'y a bien entendu ni syndicats ni rien du tout malgré des salaires de misère.

Et il y a d'autre part des revendications d'ordre plus politiques. Dans les entreprises, les administrations, il y a la corruption, le piston, le favoritisme : il y a tout un mouvement aujourd'hui contre toutes ces pratiques, cette mentalité. Il y a même les policiers qui se sont mobilisés pour de meilleures conditions de travail, par exemple, mais il y a surtout les travailleurs dans les aéroports, les salariés municipaux, les infirmiers, les ouvriers de la voirie, etc. Pour les médecins, par exemple, un secteur que je connais, il y a une pétition qui a circulé pour dire que, dorénavant, les soignants et les internes n'acceptaient plus d'être malmené par les grands chefs de services : ils veulent la fin du mandarinat. Il y a donc des revendications d'ordre purement économiques, mais aussi une dimension plus politique, qui réclame la démocratie dans tous les établissements. Et c'est le plus important : si on veut profiter des acquis de ce soulèvement, il faut continuer dans ce sens-là, travailler à ça.

Oui, mais parallèlement, il y a un processus électoral en cours pour établir un gouvernement élu. Que peut-il en sortir ? Verra-t-on émerger autre chose qu'un petit jeu d'oligarques obsédés par le pouvoir comme le connaissent tous les pays où règne une oligarchie libérale appelée « démocratie représentative » ?

- Il y a bien sûr cette autre voie, qui a été choisie par d'autres : continuer les manifestations, pousser le système à bout, parce qu'ils pensent qu'ils ont les forces suffisantes pour faire tomber ce gouvernement-là. Bien sûr, ils peuvent avoir raison. Ils sont encadrés par l'UGTT et cet organisme-là a une spécificité en Tunisie : il a toujours eu un rôle politique primordial dans le pays : par exemple l'expérience de collectivisation des années 60 en Tunisie. Le programme collectiviste, c'était le projet de l'UGTT. Elle a soutenu par la suite, à partir des années 70 la montée du capitalisme sauvage, ce qu'on appelle la « démocratie libérale ». Donc l'UGTT a toujours été un appui pour le gouvernement. Comme le soulèvement a depuis sa naissance largement dépassé tous les cadres des partis, syndicats, etc. l'UGTT fait maintenant semblant de l'épouser, elle prend le train en marche et récupère toutes les organisations politiques d'opposition. Par exemple, tous les partis d'opposition se réunissent aujourd'hui au siège de l'UGTT. Elle a évidemment présenté trois ministres pour le prochain gouvernement, et puis s'est retirée. Pourquoi ? Parce que tous les formations politiques, gauchistes, nationalistes arabes, etc. essentiellement petite-bourgeoises, s'étant mises sous le patronage de l'UGTT, celle-ci est devenue la force politique principale du pays. Donc elle n'est plus simplement un syndicat, mais elle est pratiquement devenue un gouvernement dans le gouvernement. Ce front commun est en train de faire des tractations pour aboutir à un

gouvernement où tout ces mouvements-là, donc les 25, seraient présents - et ça c'est impossible. On va donc au-devant de grands affrontements politiques pour les places au pouvoir...

- L'UGTT, l'équivalent de la CGT en France, a été fondée en 1946 et a toujours été une force politique. Je dirai même un parti politique et une composante de la machine politique de la bourgeoisie tunisienne. Depuis sa création elle a participé activement à la lutte de libération nationale et la dimension revendicative a toujours été escamotée. Ce qui a prévalu a été l'aspect lutte de libération nationale et même la lutte armée à partir de 1952. On peut dire que le soulèvement qui se passe maintenant est comparable à celui de 52, qui a abouti à la création de formation de partisans qui ont pris le maquis et qui ont lutté contre les forces colonialistes les armes à la main, avant même le déclenchement de l'insurrection algérienne en 54. Donc il y avait un soulèvement populaire de masse en 52 et l'histoire a fait que le deuxième soulèvement depuis cette date est décembre-janvier 2011. Ces événements ne se produisant pas tous les jours...

D'autre part, l'armée a joué un rôle très important dès le début en apparaissant comme une force de non-collaboration - un général ayant été limogé pour avoir refusé de tirer sur la foule dès les premières manifestations - et à la fin pour maintenir un semblant d'ordre : qu'en est-il exactement ? Et n'y a-t-il pas là un danger d'une mainmise militaire sur l'évolution de la situation ?

- Il faut dire que Ben Ali a tout fait, dès le début de son règne, pour limiter le rôle des militaires : il est lui-même d'origine militaire et savait donc très bien le danger que l'armée pouvait représenter pour son pouvoir. Par contre, il a consolidé l'appareil répressif du ministère de l'intérieur : il a aujourd'hui 50.000 soldats mais 220.000 policiers... Alors les militaires n'ont pas voulu intervenir dès le début pour limiter les dégâts. Mais par la suite, pendant 24 h, on a eu une anarchie totale provoquée par l'absence des policiers, avec l'intervention de l'ancien responsable du ministère de l'intérieur nommé par Ben ali. Là-dessus les militaires sont intervenus, mais juste pour rétablir l'ordre. Pour l'avenir, leur intervention n'est possible que si la situation empire et surtout que si les manifestations se poursuivent de la même manière, ce qui est probable, et cela se fera bien entendu avec l'aval du ministère de l'intérieur, qui est en pleine restructuration. Le gouvernement va faire des concessions dans l'avenir : si le mouvement se poursuit de la sorte, l'armée interviendra directement car la bourgeoisie ne tolérera jamais une telle situation. Elle fait déjà appel à tous ses ténors à la télé, qui se remet à désinformer aujourd'hui et joue un grand rôle dans la récupération par la bourgeoisie. Objectivement il y a des formations politiques soit-disant révolutionnaires qui, à la fois, poussent le mouvement vers une soi-disant radicalisation et, en même temps, sont invités sur les chaînes de télévisions et assurent leur avenir personnel.
- On peut dire que l'institution militaire est partie prenante dans ce qui s'est passé, dans le soulèvement, même indirectement. Car cette institution a refusé de tirer sur les masses et a exercé une pression sur le dictateur pour qu'il fasse ses bagages et qu'il parte. Ça c'est clair. Maintenant, l'institution militaire est politisée et intervient directement dans le champ politique et social.

On sait que la population tunisienne est une des plus laïques du monde mais que la religion est un refuge face à la perte de sens du monde actuel. Comme dans tous les pays arabo-musulmans, les islamistes conquièrent peu à peu la rue, laissant le pouvoir aux États policiers ou militaires. Les islamistes tunisiens ont payé un lourd tribut durant le règne de Ben Ali, qui fondait sa légitimité auprès de l'occident sur cette répression féroce, mais ils ont été invisibles durant ce soulèvement, exactement comme le Front National en France lors des mouvements sociaux. Ont-ils participé à l'insurrection et comment la voient-ils ? Quels sont l'état de leur force aujourd'hui, leurs intentions et quelles sont leurs capacités de nuisance dans un avenir prévisible ?

- Nous pensons qu'ils sont très dangereux. Ils ont été absents du soulèvement, sauf le dernier jour où ils ont tenté une manœuvre de récupération, à travers l'instrumentalisation des martyrs, mais sans succès. Leur tactique aujourd'hui est de participer mais de manière invisible. Dans les faits, ils ont infiltrés plusieurs quartiers populaires de Tunis. Le leader du parti Ennahdha intégriste va regagner Tunis et il pense restructurer le courant

pour laisser la place aux nouvelles générations. Ils ont donc un agenda secret : ils ne se présentent pas immédiatement mais se préparent pour les prochaines élections. Ils sont là, ils sont prêts. Quand les autres seront essouffés, ils vont monter à l'assaut. D'autant plus qu'on sent que Khadafi s'allie avec eux : c'est une magouille, évidemment, il n'est pas intégriste, mais il pratique la politique de la terre brûlée car il a très peur pour son pouvoir : le résultat de ce soulèvement tunisien est qu'il a une ampleur internationale et il est le premier à craindre que l'exemple chez nous soit suivi chez lui. Il y a déjà des petites manifestations en Libye et il a limogé quelques officiers de l'armée - soit-disant pour corruption... Alors il est terriblement gêné : la meilleure chose à faire pour lui est donc de créer l'anarchie, le chaos, et pour ça il faut qu'il soutienne les frères musulmans. D'ailleurs Ghannouchi, le leader des intégristes tunisiens, a déclaré qu'il apprécie la position de Khadafi, qui était contre le mouvement depuis le départ. Nous pensons donc qu'il y a une alliance objective entre le gouvernement libyen et les intégristes, et que c'est un grand danger.

Ce qui soulage un peu, c'est que la nouvelle génération, disons les 15 - 25 ans, n'a pas vécue la montée de l'islamisme des années 80, donc elle est quand même un peu vaccinée contre l'intégrisme, même si rien n'est certain. On sent d'ailleurs que les gens, dans les comités de quartiers, ont déjà peur de l'arrivée de l'intégrisme, de l'arrivée de Ghannouchi. Et cette même génération n'a pas vécue non plus les ravages de la montée du gauchisme. C'est donc, en quelque sorte une génération vierge de ces idéologies-là, elle n'a pas été contaminée.

Bon, tout cela n'empêche que les intégristes veulent reprendre les choses en mains, même si c'est pas pour demain. Il faut donc rester très vigilant. D'autant plus que les gauchistes sont en train de faire des alliances avec ces gens-là, et ça c'est le plus dangereux. Par exemple, lors la réunion de tous les partis qui a eu lieu récemment, il y avait aussi des représentants des intégristes : on a donc dans la même salle des trotskystes, des staliniens, des islamistes, etc. C'est vraiment incompréhensibles pour nous, des gens qui s'allient de la sorte.... C'est comme chez vous : vous vous avez les islamo-gauchistes, nous on a aussi ces alliances, mais avec toutes les nuances, les degrés différents d'un groupe à un autre. De toutes les façons, d'ici dix ans ils ne représenteront pas un danger. C'est une menace évidente et lourde, mais pas immédiate.

Les gouvernements Français successifs ont toujours été d'un soutien sans faille pour le régime monstrueux de Ben Ali et sa mise à sac du pays. Lors des événements le quai d'Orsay a été d'une complicité à peu près totale avec le dictateur et aujourd'hui il est d'une nullité consternante...

- La France a été dépassé par les Américains. Alors même qu'Alliot-Marie préparait ses caisses de tonfas à destination de Tunis, les Etats-Unis préparaient l'éviction de Ben Ali avec l'aide de l'armée tunisienne... Les bombes lacrymogènes sont finalement restées à l'aéroport, mais on voit quand même que la diplomatie américaine est plus fine... Il n'y avait pas d'accord entre les deux puissances, alors ce sont les Américains qui ont décidé seuls de sacrifier ce pauvre Ben Ali...

La révolution tunisienne, laïque, spontanée, fraternelle et déterminée est un espoir éclatant mais fragile pour tout le maghreb et le monde arabe. Certains espèrent en un effondrement général comme celui qui a sapé l'empire soviétique, il y a vingt ans. Les dictatures environnantes ne risquent-ils pas de tout tenter pour étouffer dans l'oeuf ce mouvement d'émancipation ? Comment la Tunisie pourraient-elle se dégager de tous les chantages internationaux, que le FMI en premier lieu excelle à pratiquer ?

- Quand on discute avec certains gauchistes, ici, on leur dit qu'il faut toujours analyser le mouvement dans son contexte régional, national, international et aussi géopolitique. On sait très bien que même si on était dans une situation révolutionnaire, comme ils le croient, le capitalisme mondial empêcherait tout changement radical. Donc il faut voir les choses avec leurs limites et travailler sur le long terme, en renforçant les acquis qui sont les nôtres aujourd'hui, etc.. Les événements en Egypte témoignent de l'influence de l'insurrection ici, qui a des échos comme en Algérie où c'est plus limité ou même en Albanie, notre petite soeur cadette... Et pourquoi pas de là à l'Italie, on ne peut pas savoir...

- De toute façon, il faut travailler sur le fond, en maintenant nos positions. Il y a encore beaucoup de choses à faire.